

Article sélectionné dans
La Matinale du 16/01/2018 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) (http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

Le mouvement de blocage des prisons se poursuit après deux nouvelles agressions

La ministre de la justice, Nicole Belloubet, s'est rendue mardi dans la prison de Vendin-le-Vieil, où un détenu radicalisé a agressé trois surveillants jeudi.

Le Monde.fr avec AFP | 16.01.2018 à 08h09 • Mis à jour le 17.01.2018 à 06h40



Le 15 janvier, 139 des 188 centres pénitentiaires de France ont été touchés « à des degrés divers » par le mouvement de protestation. ÉRIC GAILLARD / REUTERS

Après une journée de mobilisation très suivie lundi (/societe/article/2018/01/12/agression-djihadiste-la-ministre-de-la-justice-se-rendra-mardi-a-la-prison-de-vendin-le-vieil_5241078_3224.html), les principaux syndicats de personnel pénitentiaire ont reconduit, mardi 16 janvier, le mouvement national de blocage de prisons lancé à la suite de l'agression de trois surveillants dans l'établissement de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais), épice de la contestation.

La ministre de la justice, Nicole Belloubet, s'est rendue mardi matin dans cette prison du Pas-de-Calais. « Je suis venue voir l'établissement pour dialoguer avec les personnels, je vais les entendre et voir dans quelle mesure on pouvait améliorer les conditions de sécurité », a-t-elle déclaré à son arrivée, la voix couverte par une Marseillaise entonnée par des surveillants.

La démission du directeur de la prison de Vendin-le-Vieil (/societe/article/2018/01/15/grogne-des-surveillants-le-blocage-des-prisons-a-debute_5241719_3224.html), que les syndicats réclamaient depuis plusieurs jours, et le « plan pénitentiaire global » promis par le président de la République Emmanuel Macron pour la fin de février n'ont pas suffi à calmer le mécontentement.

En effet, deux nouvelles agressions ont attisé leur colère. Un détenu de la prison de Mont-de-Marsan (Landes), surveillé pour risque de « radicalisation », a frappé sept agents lundi après-midi, selon la chancellerie. Mardi matin, c'est une surveillante de Tarascon (Bouches-du-Rhône) qui a reçu un coup de poing au visage asséné par un prisonnier suivi lui aussi pour radicalisation.

« Dix propositions » pour Vendin-le-Vieil

A l'issue de sa visite, la garde des sœurs a fait « dix propositions » pour [aider](#) la prison de Vendin-le-Vieil. Elle s'est notamment engagée « à ce que nous puissions [aller vers un accroissement des effectifs des personnels d'encadrement](#) ». M^{me} Belloubet a également promis d'étudier le transfèrement « d'un certain nombre de détenus », de [proposer](#) des formations pour les surveillants, et de [fournir](#) du nouveau matériel de sécurité. Elle a assuré qu'elle reviendrait sur place le 16 mars pour [évaluer](#) la mise en œuvre de ces promesses.

« On a obtenu la montée en grade des quatre collègues, et pas seulement en échelon », s'est félicité Grégory Strzempek, secrétaire local de l'UFAP-UNSA (Union fédérale autonome pénitentiaire-Union nationale des syndicats autonomes), globalement satisfait des propositions de la ministre. « On ne lâche pas le mouvement, qui est national. On pense à tous les autres collègues de [France](#) », a-t-il toutefois ajouté.

A l'issue de cette deuxième journée de mobilisation, le syndicat FO a annoncé que le mouvement serait reconduit mercredi à [partir](#) de 6 heures.

« On joue notre vie pour 1 500 euros »

« [Les] agressions peuvent [arriver](#) dans n'importe quel établissement, avec des détenus radicalisés ou non. Chaque personnel peut se [retrouver](#) sur un événement tragique car on travaille aujourd'hui avec un niveau de sécurité au plus bas », a commenté Christopher Dorangeville, secrétaire général de la [CGT](#) pénitentiaire.

« La moitié des établissements sont touchés » par le mouvement, a fait [savoir](#) la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) mardi en milieu de journée. Les opérations de lundi ont « globalement » été reconduites, « mais dans une dimension moindre et avec une grande disparité entre les établissements ». Des négociations ont commencé avec les directions dans certains d'entre eux.

Mardi, des dizaines de centres pénitentiaires ont été touchés partout dans le pays : à Laon, Annœullin, Sequedin, Beauvais, [Nice](#), Salon-de-Provence, Tarascon, [Toulon](#), Villepinte, Osny, Nanterre, Bonneville, [Lyon](#)-Corbas, Roanne, Aurillac, Châteauroux, Saran, Roanne, etc.

Lire : Prisons : les surveillants inquiets face au nombre grandissant de détenus radicalisés (/societe/article/2018/01/15/les-surveillants-penitentiaires-inquiets-face-a-un-nombre-grandissant-de-detenus-radicalises_5242155_3224.html)

« Ce qui revient tout le temps [dans les doléances], c'est : "On joue notre vie pour 1 500 euros" », explique Martial Delabroye, représentant FO au [centre](#) pénitentiaire de Réau (Seine-et-Marne).

Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a appelé sur CNews à « rester dans le dialogue », disant [comprendre](#) « la colère qui s'est exprimée ». « Le sujet, c'est d'abord d'avoir une baisse de la pression dans les prisons, qui est liée en grande partie au fait que [vous](#) avez un nombre de détenus trop important dans certaines cellules », a-t-il ajouté, évoquant « un ensemble de mesures ».

La gestion des détenus radicalisés

Après des actions éparses vendredi, la mobilisation nationale avait déjà été une « réussite » lundi, a déclaré Laurent Maffre, secrétaire régional Occitanie UFAP-UNSA Justice. Selon l'administration pénitentiaire, 139 des 188 centres pénitentiaires du pays ont ainsi été touchés « à des degrés divers » (blocages totaux, partiels, piquets de grève, débrayages ou retards).

Tout est parti de la prison de Vendin-le-Vieil, où trois gardiens ont été blessés jeudi à l'arme blanche par l'islamiste allemand Christian Ganczarski, un des instigateurs de l'attentat contre la synagogue de Djerba ([Tunisie](#)) en avril 2002. Ce dernier a été mis examen, lundi soir, par un juge antiterroriste à [Paris](#) pour tentative d'assassinat.

Il a été transféré en milieu de nuit à la maison d'arrêt de Sequedin (Nord), selon Guillaume Pottier, secrétaire UFAP-UNSA pour les Hauts-de-France. « Nous n'avons pas les moyens humains et matériels pour le [prendre](#) en charge. Nous ne sommes pas formés à la gestion des détenus radicalisés. Les collègues sont donc très remontés », a-t-il dit. Car derrière la question des moyens de la prison se pose aussi celle de la prise en charge des détenus radicalisés.

Lire aussi : Après l'agression de trois d'entre eux, les gardiens de prison, « usés », se mobilisent (/societe/article/2018/01/16/apres-l-agression-de-trois-d-entre-eux-les-gardiens-de-prison-uses-se-mobilisent_5242394_3224.html)

La prison de Vendin-le-Vieil doit également [accueillir](#) prochainement Salah Abdeslam, actuellement détenu à Fleury-Mérogis, dernier survivant des commandos des attentats du 13 novembre 2015 en France (130 morts et près de 400 blessés), durant son [procès en Belgique](#) . Pour M^{me} Belloubet : « *Il n'y a pas de raison de [revenir](#) sur cette décision.* »